

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

R. Ecrou n° 2726 5242
11.202R. M. P. N° 140/Ryumbura

Libération conditionnelle

(Ordonnance n° 1, du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignement du nommé (1) MATONGO, fils de Rugwabiza (+) et de
Ayira hanguza (+) - originaire du Territoire de Ruhengeri, ex-
tant à la col. Gyankehe / chef Ruhumbiga, chef de la tribu
ruha, territoire de Ryumbura.

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence

Tribunal Territorial Ruanda

Date du jugement

21.3.1947

Motif de la condamnation

vol qualifié

Ruhengeri



9783

Durée de la servitude pénale principale

trois ansDate de l'entrée détention
(Détention préventive ou exécution du jugement)27-5-46Evadé la nuit du 27 au
Repris le 6-3-50 28-4-47

Décision de la juridiction d'appel

Date du jugement d'appel

Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)

21.2.47à relâcher
(suite évacuation)

Date d'expiration de la peine

27-5-496 - 4 - 52

Résumé des circonstances de l'infraction.- Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, sa relation avec sa famille, ses ressources, etc....

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Avoir avec son complice Kivumbaguzi dans la nuit du
26 Avril 1946, dans le territoire de Ruanda, commis un
vol avec effraction et à main armée au préjudice d'un
indigène (vol de vases et d'objets mobiliers à sa personne)

Avis défavorable à la libération conditionnelle

Défendeur
2.12.50

L'Officier du Ministère Public,

Ruanda

Défendeur
5-5-51

O/P

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois.- Après trois mois dans les cas contraire.-
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle.

1^o La conduite.

une bonne; quelques fonctions sœurs
noyenne. l'incarcération
noyenne.

2º Le caractère.

insoumis;
indisciplinés.
(c'est à dire)

mid-cifluir

Kufali, 22/5/51
A. J. de P.
~~W. J. de P.~~

3^o Les dispositions morales du détenu.

ne regrette pas sa faute,
his doubters.
Cam - frans - di - nau - pagis

an. et for. f. p. p. D. l. hon. p. p. p.
 K. g. g. l. 29. 4. 50
 to S. P. n. y
 M. h. e. n.

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire

Avis défavorable - 3/5/50 - R^t Adjt V. Vanthier
pas d'amendement

Avis défavorable - 7/5/51 - R^t Adjt V. Vanthier
Amendement douteux

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans un an
I3-5-50
Pour le Gouverneur
Le Commissaire Provincial
M. DE RYCK

A ne pas représenter
17-5-51

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge,
Gouverneur du Ruanda-Urundi
P. O.
Le Conseiller Juridique
P. LEROY.

Rem 1st.

Bureau de

N°

Kigali - Geste

37/50

Comptabilité modèle 18.

Frs.

157.50

Exercice

1950

Budget

0.

Art.

24

Lit.

QUITTANCE

Le

28 Août

1946.

Reçu de M

Matongo

la somme de

cent cinquante sept francs 50 centimes

pour

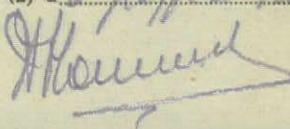
amende et frais de frais (100 + 57.50) - aff. M.P. e/
Matongo - RMP. 140 / Byumba - RP. 1372 / Tribunal
Territorial du Ruwunduru

Le Comptable

(2) d

Geste Kigali

(2) Désignation



Inatou

Rincephure

—

Rukunuliza

Rucaliga (+)

Ruberuka

Rupirankangura

Rubungai

3 mais

—
—

G-1

2

P.O.

Swab
2

R.E. 2726/Biamba

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL

Territorial du Ruanda

Reg. du M.P. N° 140

Reg. du rôle. N°

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de

Territorial du Ruanda

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923 ;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à

Biamba

de recevoir et emprisonner le nommé

MATONBO

condamné par jugement du Tribunal

Territorial

en date du

21 mars

1947

devenu irrévocable le

21 mars

1947

à

3 ans S.P.R.

100

ou 20 f.

S.P.S.

du chef de

D.I.

solidaire 20 f. ou 2 ans c. à d. 10 f. ou 1 an

ou 115

ou 7 jours

ou 3 f. 50 ou 7 f.

Vol qualifié

Biamba

le

21 mars

1947

L'Officier du Ministère Public;

M. Rencier